

**Discours prononcé par Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, lors du
Conseil européen informel
*Le 6 octobre à Grenade***

Merci et bonjour à toutes et à tous.

J'aimerais aborder aujourd'hui certains des grands défis auxquels nous sommes confrontés et évoquer la manière dont le Parlement européen peut contribuer à les relever.

La migration reste l'un des problèmes les plus aigus qui touche l'Europe: élection après élection, elle reste une préoccupation majeure des citoyens européens dans tous les États membres; année après année, nos progrès sont insuffisants pour résoudre ce problème. Mais nous pouvons maintenant sortir de cette impasse. Notre proposition peut répondre aux attentes des citoyens sans les obliger à se replier vers les marges du paysage politique ou vers les extrêmes. Elle protège nos frontières et elle est juste envers les personnes qui demandent une protection, ferme envers celles qui ne peuvent pas en bénéficier et sévère envers les réseaux criminels qui exploitent les plus vulnérables. Alors, s'agit-il d'une solution miracle? Bien sûr que non.

Mais nous sommes plus proches que jamais d'une vraie solution. Il nous reste six mois de mandat, c'est suffisant pour parvenir à un accord sur le pacte sur la migration et l'asile avant la fin de la législature.

Ce qui nous fait avancer, ce sont les compromis, terme qui n'a rien de péjoratif.

Le Parlement européen reste déterminé à faire aboutir ce dossier. Nous ne pouvons pas permettre que le débat autour de cette question domine et polarise une fois de plus la campagne électorale européenne, sans présenter les outils législatifs qui serviront à y répondre.

Avec de la volonté politique, tout est possible. Nous l'avons constaté lors de la pandémie et lorsque nous nous sommes opposés à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie. Tout comme nous attaquons au défi climatique, nous nous désengageons de l'énergie russe, nous établissons des normes mondiales dans le secteur numérique et nous jetons les bases pour les années à venir.

Ces dernières années, nous avons accompli bien des choses que beaucoup jugeaient impossibles. Rien ne nous empêche de continuer sur cette voie.

Nous avons travaillé ensemble afin de rendre notre union plus forte, plus autonome et plus influente que jamais.

Le monde change; nous devons nous adapter et changer avec lui. Nous devons poursuivre nos efforts et faire de l'Europe un lieu où règnent l'égalité des chances, la sûreté et la sécurité, la prospérité et la dignité, un lieu où chacun peut trouver un emploi et déployer tout son potentiel, aux mêmes conditions d'accès.

Pour ce faire, il faut trouver des solutions qui parlent aux nouvelles générations et à la nouvelle vague d'Européens et d'États membres.

L'élargissement, c'est l'instrument géopolitique le plus puissant de l'Union. Dans ce nouvel environnement géostratégique, une Union élargie, fondée sur des objectifs, des critères et des

valeurs claires, c'est un investissement dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen. Toutes les parties concernées ont à y gagner.

C'est la raison pour laquelle le Parlement européen a demandé que l'Ukraine et la Moldavie obtiennent le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Ce statut offre une perspective européenne claire à ces nations et constitue un puissant élan pour faire progresser les réformes démocratiques. Si nous jetons un bref coup d'œil sur les vingt dernières années, nous constatons le pouvoir transformateur de l'élargissement. C'est pourquoi nous voulons passer à l'étape suivante d'ici la fin de l'année, si ces pays sont prêts.

L'heure est venue de passer des paroles aux actes. Nous devons faire coïncider leur ambition avec notre capacité et notre volonté de changement. Nous devons ouvrir un véritable débat sur la capacité d'absorption et la réforme interne de l'Union. Nous aurions dû le faire depuis longtemps. Ces États seront prêts pour l'adhésion et nous aussi nous devons être prêts. Il ne faut pas repousser l'échéance plus longtemps.

C'est pourquoi il importe que nous gardions tous cette question au premier rang de nos priorités lors de la prochaine législature.

Il appartiendra alors à chaque pays candidat de continuer à travailler d'arrache-pied pour se conformer aux critères d'adhésion. De réels efforts doivent être faits pour régler tous les différends bilatéraux en suspens.

Bien entendu, chaque pays candidat devra accomplir son parcours. Il ne s'agit pas de transiger sur nos exigences, mais de nous tenir prêts. Car, à force de faire attendre ces pays, il ne faudra pas nous étonner qu'ils se tournent vers d'autres.

Les élargissements conduisent à une plus grande autonomie stratégique, laquelle passe également par un budget à la hauteur.

Concernant la proposition de révision de notre budget: les ressources sont limitées. La pandémie, l'invasion de l'Ukraine, les catastrophes naturelles et la crise du coût de la vie ont eu des conséquences néfastes. La hausse des taux d'intérêt a fait grimper le coût de nos emprunts au titre de NextGenerationEU. Tous ces éléments combinés ont fait que le budget de l'Union a atteint ses limites.

Nous avons le devoir de réagir.

Ces dernières années, le monde a changé jusqu'à devenir méconnaissable, et il en va de même pour nos priorités.

Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait que nous avons besoin de plus de ressources pour gérer la migration et continuer à soutenir l'Ukraine sur une voie durable et à long terme.

Nous sommes également d'accord pour dire que les États membres touchés par des catastrophes naturelles doivent bénéficier d'une aide rapide et efficace. C'est au moment où ils ont le plus besoin de l'Europe que nous devons être prêts.

Nous devons également investir dans notre compétitivité. C'est ainsi que nous générerons une croissance économique réelle et durable, nécessaire pour soutenir nos ambitions.

Jusqu'à présent, nous nous sommes montrés très imaginatifs pour réaffecter les crédits existants. Mais, si nous continuons comme cela, nous devons être honnêtes quant aux conséquences de ces redéploiements. Et il sera difficile de faire accepter aux citoyens que des programmes qui nous rendent compétitifs et dont ils bénéficient directement, comme Erasmus ou Horizon, soient amputés voire supprimés à cause du coût de l'emprunt.

Cette semaine, nous avons célébré le 33^e anniversaire de la réunification de l'Allemagne et de l'Europe. En 1990, la réunification a été qualifiée de «miraculeuse». Pour moi, il s'agit plutôt d'un témoignage du pouvoir de la politique et de la diplomatie à trouver des solutions. L'Europe, c'est avoir la volonté politique de surmonter les divergences et les différences qui semblent insurmontables, trouver des solutions qui transforment des vies, résoudre des problèmes géopolitiques intergénérationnels et changer le cours de l'histoire.

Qu'il s'agisse de la migration, de notre cadre financier pluriannuel ou de l'élargissement, nous devons nous renouer avec cet esprit.

Le Parlement européen est prêt. Prêt à écouter les opinions de nos citoyens et à leur envoyer des messages. Prêt à jouer son rôle en associant les citoyens à la construction européenne. C'est la seule manière d'assurer le succès final de nos réformes.